Vol. 136, No. 30 Vol. 136, nº 30

Canada Gazette



Gazette du Canada Partie I

Part I

OTTAWA, LE SAMEDI 27 JUILLET 2002

OTTAWA, SATURDAY, JULY 27, 2002

NOTICE TO READERS

The Canada Gazette is published under authority of the Statutory Instruments Act. It consists of three parts as described below:

Part I Material required by federal statute or regulation to

be published in the Canada Gazette other than items identified for Parts II and III below - Published

every Saturday

Part II Statutory Instruments (Regulations) and other classes of statutory instruments and documents — Published

January 2, 2002, and at least every second Wednesday thereafter

Part III Public Acts of Parliament and their enactment proclamations — Published as soon as is reasonably

practicable after Royal Assent

The Canada Gazette is available in most public libraries for consultation.

To subscribe to, or obtain copies of, the Canada Gazette, contact bookstores selling Government publications as listed in the telephone directory or write to: Canadian Government Publishing, Communication Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9.

The Canada Gazette is also available free of charge on the Internet at http://www.canada.gc.ca/gazette/main.html. It is available in PDF (Portable Document Format) and in an alternate format in ASCII (American Standard Code for Information Interchange).

AVIS AU LECTEUR

La Gazette du Canada est publiée conformément aux dispositions de la Loi sur les textes réglementaires. Elle est composée des trois parties suivantes :

Textes devant être publiés dans la Gazette du Partie I

Canada conformément aux exigences d'une loi fédérale ou d'un règlement fédéral et qui ne satisfont pas aux critères des Parties II et III — Publiée le

samedi

Partie II Textes réglementaires (Règlements) et autres catégories de textes réglementaires et de documents — Publiée le

2 janvier 2002 et au moins tous les deux mercredis par

la suite

Canada K1A 0S9.

Partie III Lois d'intérêt public du Parlement et les proclamations énonçant leur entrée en vigueur — Publiée aussitôt que

possible après la sanction royale

On peut consulter la Gazette du Canada dans la plupart des bibliothèques publiques.

On peut s'abonner à la Gazette du Canada ou en obtenir des exemplaires en s'adressant aux agents libraires associés énumérés dans l'annuaire téléphonique ou en s'adressant à : Les Éditions du gouvernement du Canada, Communication Canada, Ottawa,

La Gazette du Canada est aussi disponible gratuitement sur Internet au http://www.canada.gc.ca/gazette/main.html. La publication v est accessible en format PDF (Portable Document Format) et en média substitut produit en code ASCII (code standard américain pour l'échange d'informations).

Canada Gazette	Part I	Part II	Part III
Yearly subscription Canada Outside Canada	\$135.00 US\$135.00	\$67.50 US\$67.50	\$28.50 US\$28.50
Per copy Canada Outside Canada	\$2.95 US\$2.95	\$3.50 US\$3.50	\$4.50 US\$4.50

Gazette du Canada	Partie I	Partie II	Partie III
Abonnement annuel Canada Extérieur du Canada	135,00 \$ 135,00 \$US	67,50 \$ 67,50 \$US	28,50 \$ 28,50 \$US
Exemplaire Canada Extérieur du Canada	2,95 \$ 2,95 \$US	3,50 \$ 3,50 \$US	4,50 \$ 4,50 \$US

REQUESTS FOR INSERTION

Requests for insertion should be directed to the Canada Gazette Directorate, Communication Canada, 350 Albert Street, 5th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0S9, (613) 996-2495 (Telephone), (613) 991-3540 (Facsimile).

Bilingual texts received as late as six working days before the desired Saturday's date of publication will, if time and other resources permit, be scheduled for publication that date.

Each client will receive a free copy of the *Canada Gazette* for every week during which a notice is published.

DEMANDES D'INSERTION

Les demandes d'insertion doivent être envoyées à la Direction de la Gazette du Canada, Communication Canada, 350, rue Albert, 5^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0S9, (613) 996-2495 (téléphone), (613) 991-3540 (télécopieur).

Un texte bilingue reçu au plus tard six jours ouvrables avant la date de parution demandée paraîtra, le temps et autres ressources le permettant, le samedi visé.

Pour chaque semaine de parution d'un avis, le client recevra un exemplaire gratuit de la *Gazette du Canada*.

DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT

CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

Federal Government Response to Comments Received on the Notice of Intent to Recommend That Ozone and its Precursors Be Added to the List of Toxic Substances Under the Canadian Environmental Protection Act, 1999

Introduction

On June 9, 2001, the ministers of the Environment and of Health published their intent to recommend that ozone and its precursors (nitrogen oxides (NO_x) [nitric oxide (NO) and nitrogen dioxide (NO₂)] and volatile organic carbons (VOCs)) be added to the List of Toxic Substances in Schedule 1 of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* (CEPA 1999). The Notice of Intent was published in the *Canada Gazette*, Part I, for a 60-day comment period. This report summarizes the comments received and the federal response.

The Notice of Intent on ozone and its precursors builds on the Science Assessment Document (SAD) for Ground-Level Ozone, which was published in the *Canada Gazette*, Part I, on October 14, 2000. The SAD concludes that there is a significant association between ambient ozone and adverse health effects and that significant adverse effects to human health and vegetation are occurring at ozone levels currently experienced across Canada. The SAD further specifies that ground-level ozone is formed in the atmosphere through chemical reactions involving precursors, namely nitrogen oxides and volatile organic compounds. Without the listing of ozone and its precursors by name on Schedule 1, the ministers would not have the legislative mechanism in place to control ozone and its sources.

Response to Comments

A total of 14 submissions were received. Of the 14 submissions, one was from a province and 13 were from industry or industry associations. Ten of these submissions supported or did not specifically object to the recommendation for ozone itself. All of the submissions received were against adding the precursors to ozone to Schedule 1. Concerns with the process and uncertainties in the science were the most frequent issues raised. These submissions are mentioned in the *Order Adding Toxic Substances to Schedule 1 to the Canadian Environmental Protection Act, 1999* which appears in the proposed Regulations section on page 2320.

A summary of the most frequently raised comments and the responses of the federal government are outlined in the table below.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)

Réponse du gouvernement fédéral aux commentaires sur l'avis d'intention de recommander l'ajout de l'ozone et de ses précurseurs à la Liste des substances toxiques aux termes de la Loi sur la protection de l'environnement (1999)

Introduction

Le 9 juin 2001, les ministres de l'Environnement et de la Santé ont rendu publique leur intention de recommander l'ajout de l'ozone et de ses précurseurs (les oxydes d'azote (NO_x), [le monoxyde d'azote (NO) et le dioxyde d'azote (NO₂)] et les composés organiques volatils (COV)), à la Liste des substances toxiques de l'annexe 1 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement, (1999)* [LCPE 1999]. Cet avis d'intention a été publié dans la *Gazette du Canada*, Partie I, pour une période de commentaires de 60 jours. Le présent rapport est un résumé des commentaires reçus et des réponses du gouvernement fédéral.

Cet avis d'intention sur l'ozone et ses précurseurs est fondé sur le Rapport d'évaluation scientifique (RES) sur l'ozone troposphérique publié dans la *Gazette du Canada*, Partie I, le 14 octobre 2000. Ce RES arrive à la conclusion qu'il existe une étroite corrélation entre l'ozone de l'air ambiant et les effets négatifs sur la santé et la végétation et que ces effets sont constatés à des niveaux d'ozone que l'on rencontre couramment, partout au Canada. Le RES précise de plus que l'ozone de la basse troposphère se forme dans l'atmosphère, par réactions chimiques impliquant des précurseurs, notamment les oxydes d'azote et les composés organiques volatils. À défaut d'inscrire l'ozone et les noms de ses précurseurs à la liste de l'annexe 1, les ministres n'auront pas les outils juridiques nécessaires pour contrôler l'ozone et ses sources.

Réponses aux commentaires

Nous avons reçu 14 soumissions au total. Sur ces 14 soumissions, l'une provenait d'une province et 13 provenaient de l'industrie ou d'associations du secteur industriel. Dix de ces soumissions soutenaient la recommandation pour l'ozone en soi ou ne s'y opposaient pas spécifiquement. Toutes les soumissions reçues étaient contre l'ajout des précurseurs de l'ozone à l'annexe 1. Des inquiétudes quant au processus utilisé et des incertitudes à propos de la science étaient les points soulevés le plus souvent. Ces soumissions sont mentionnées dans le *Décret d'inscription de substances toxiques à l'annexe 1 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* qui paraît dans la section des règlements projetés à la page 2320.

Le présent tableau est un résumé des commentaires les plus fréquemment formulés et des réponses du gouvernement fédéral à ces commentaires.

1 PROCESS The ministers did not conduct a rigorous scientific assessment under CEPA 1999 (e.g., a Priority Substances List (PSL) assessment, screening of the Domestic Substances List (DSL), or review of another jurisdiction); therefore, the process isn't legal under CEPA 1999. Declaring ozone and its precursors toxic based upon a creative legal interpretation sets a dangerous precedent and undermines the scientific basis of CEPA 1999. The ministers did not conduct a rigorous scientific assessment under CEPA 1999 (e.g., a Priority Substances in Schedule 1." In developing this recommendation rounder of approaches to be satisfied that a substance is "toxic or capa". These include, in addition to the processes prescribed for substances of of other appropriate assessments to satisfy the Governor in Council the Ozone SAD went through a scientific peer-review and a consultation provincial and territorial representatives. Supporting studies from the Kingdom, and the World Health Organization have consistently demonon public health. The Ozone SAD is considered to be a scientifically effects of ozone on human health and the environment, and combined "toxic" and of "substance" in section 64 and subsection 3(1) respective.	ng the substance to the List of a the ministers may use a able of becoming toxic". on the DSL and PSL, the use nat a substance is CEPA toxic. over the past decade. The process with federal, United States, the United onstrated the impacts of ozone sound assessment of the with the CEPA definitions of
assessment under CEPA 1999 (e.g., a Priority Substances List (PSL) assessment, screening of the Domestic Substances List (DSL), or review of another jurisdiction); therefore, the process isn't legal under CEPA 1999. Declaring ozone and its precursors toxic based upon a creative legal interpretation sets a dangerous precedent and undermines the scientific basis of CEPA 1999. These include, in addition to the processes prescribed for substances of of other appropriate assessments to satisfy the Governor in Council th The ministers' recommendation is based on sound science conducted Ozone SAD went through a scientific peer-review and a consultation provincial and territorial representatives. Supporting studies from the Kingdom, and the World Health Organization have consistently demo on public health. The Ozone SAD is considered to be a scientifically seffects of ozone on human health and the environment, and combined	ng the substance to the List of a the ministers may use a able of becoming toxic". on the DSL and PSL, the use nat a substance is CEPA toxic. over the past decade. The process with federal, United States, the United onstrated the impacts of ozone sound assessment of the with the CEPA definitions of
with an appropriate basis for proceeding with a recommendation under	
In the case of precursors to ozone, the ministers are confident that a fe is not required and that the existing science supports the conclusion the in chemical reactions in the environment that result in the formation of precursors to ozone satisfy the conditions of section 64 of CEPA, whin "toxic" if, among other possibilities, it may enter the environment und constitute a danger to human health. In addition, there already exists a precedent for adding precursors to a ule 1 of CEPA 1999. Non-chlorinated dibenzodioxin and dibenzofural risks posed by their direct exposure, were added to Schedule 1 because formation of polychlorinated dioxins and polychlorinated furans, while 1999.	hat the precursors participate of ozone, which is toxic. The ich defines a substance as der conditions that may a toxic substance to Schedun, while not assessed for the se they can lead to the
1B If the legal argument is valid, then precursors of precursors of precursors could be declared toxic. Technically, this may be true for some substances if they are capable "causing such transformation". However, in practical terms, as noted are considered to be the primary precursors of ozone, management of effective to reduce ground-level ozone concentrations.	in the SAD, NO _x and VOCs
The Government should undertake a PSL or science assessment. It would help to establish priorities and issues of concern. In making a recommendation under subsection 90(1) of CEPA 1999, number of approaches to be satisfied that a substance is "toxic or capa making this determination, appropriate scientific assessments other the PSL process may be used. Ministers are confident that the SAD supposite toxic and that the precursors to ozone satisfy the definition of toxic does not assess options or set priorities for risk management, would a and would result in significant delays to the risk management process.	able of becoming toxic". In nan those prescribed for the orts the conclusion that ozone . A PSL assessment, which add little to current knowledge
The federal government has already outlined some of its priorities to a Interim Plan 2001 on Particulate Matter (PM) and Ozone. The Interim where the federal government is best suited to act including a 10-year engines and fuels (aligned with those in the United States), an upgrad across Canada and an expanded National Pollutant Release Inventory emissions. Currently, analytical approaches to multi-pollutant emission (MERS) are being developed in consultation with provinces and stake advancing for key industrial sectors. This analytical work will feed juplans to be completed in the 2002-2003 timeframe.	n Plan sets out measures r agenda for cleaner vehicles, led air monitoring network to ensure more reporting of on reduction strategies eholders. MERS activities are
1D Research, investigation, and evaluation in section 68 was not followed. The ministers' recommendation is based on sound and appropriate sci mandatory but allows the ministers to conduct research.	ience. Section 68 is not
Description of Section 64. Ozone is not released into the environment, rather formed in the atmosphere from precursors. Environment Canada is satisfied that the terms "enter" or "may enter" enough to capture ground-level ozone.	, in the second
Ozone satisfies the conditions of section 3 of CEPA 1999, which definanter that is capable of being dispersed in the environment." Further in the SAD, ozone meets the criteria in section 64, which sets out that among other possibilities, it is "entering or may enter the environment concentration or under conditions that constitute or may constitute a chealth".	rmore, based on the evidence t a substance is "toxic" if, at in a quantity or
1F Ozone is not on the DSL. Toxicity under Part 5 is intended for commercial, manufactured, or imported substances. Toxicity declarations under Part 5, which concerns the control of toxi to substances on the DSL.	ic substances, are not limited

1G	The Canada-wide Standard calls for a review of new information by the end of 2005. It is premature to add VOCs as a group to Schedule 1 prior to the completion of this review.	The review of the Canada-wide Standard is intended to determine whether the CWS target should be revised for the year 2015. While it may also provide some new information to assist in the design of risk management measures for NO_x and $VOCs$, it is not expected to alter the long-standing fact that $VOCs$ and NO_x are the two primary substances contributing to ozone formation.
1H	What is the process to de-list VOCs from Schedule 1?	The process to amend the listing of VOCs on Schedule 1 is the same process used to list a substance on Schedule 1.
2	OVERLAP AND DUPLICATION	
2A	The Notice causes an unnecessary regulatory burden. It causes overlap and duplication with existing programs and undermines the CWS process.	Adding ozone and its precursors to Schedule 1 does not, in itself, control the substances in any way; therefore, it does not cause overlap and duplication with existing programs. It establishes the additional legal authority for the federal government to take the actions under CEPA 1999 that it has already committed to work towards under these programs.
		The federal government is committed to the CWS for PM and Ozone and has published its proposed actions to help achieve these standards in the Interim Plan 2001 on PM and Ozone. Together with the provinces and territories, the federal government will continue the current process of mapping out emission reduction strategies for key industrial sectors. Action is expected to be taken by the jurisdiction best situated. While the federal government may be best situated to act in some cases, many of the actions required are expected to be implemented by provinces and territories.
2B	The development of an instrument within two years is not consistent with CWS timelines.	The CEPA requirement to develop an instrument within two years (section 91) does not apply to ozone and its precursors since they were not subject to CEPA paragraph 77(6)(b). Nonetheless, early actions will be needed if governments are to collectively achieve the CWS target by 2010.
2C	Creates confusion by adding VOCs that were previously found to be not-toxic under CEPA 1999 (e.g., toluene, xylenes).	The previous science assessments for toluene and xylene assessed their direct toxicity to human health and did not assess the contribution of these substances to the formation of PM and ozone. The federal government doesn't believe that this will cause confusion; however, it will manage communications as necessary.
3	NECESSITY	
3A	Provinces, under existing management regimes, can adequately address ozone.	Although provinces and territories have effective initiatives in place, experience has shown that even the combined efforts of all levels of government and industry have not been adequate to manage smog. In fact, several comments that were received recognized the need for further actions to improve air quality and supported the federal government's Clean Air Agenda. Canada needs a concerted, cooperative effort by all jurisdictions to achieve the PM and Ozone CWS. The federal, provincial, and territorial governments have committed to further actions under the CWS and it is now incumbent upon all jurisdictions to deliver on these commitments. The federal government has committed to do its part to help achieve the CWS and has outlined its initial actions in its Interim Plan 2001 on PM and Ozone. It is imperative that the federal government has access to the full range of "CEPA tools" to be able to deliver these commitments.
3В	The Government should deal with ozone under CEPA 1999, Part 3 (environmental quality objectives).	Part 3 of CEPA 1999 is available if needed, but may not be sufficient. The federal government needs access to all "CEPA tools", such as pollution prevention plans and regulations, which are only available if a substance is listed on Schedule 1.
3C	Rather than declaring ozone and its precursors toxic, the government should pursue voluntary reductions (e.g., from mobile and point sources and consumer products in geographical areas where they will be most effective).	The Government recognizes and commends the significant achievements that industry has made towards reducing emissions of PM_{10} , ozone, and their precursors and will continue to work with industry to achieve additional reductions, where necessary; however, more needs to be done to protect the health of Canadians.
3D	The majority of Canada is NO_x -limited thus reducing VOCs in NO_x -limited areas may have little impact on ozone.	NO_x emitted during daylight hours in the summer is the primary cause of elevated ambient ozone levels, not just in urban areas, but on large regional scales. Acceptance of this conclusion by many jurisdictions in the world has resulted in the establishment of aggressive NO_x reduction programs to address ozone. Reducing VOCs in urban areas has the potential to reduce ozone in local urban situations which are VOC limited. Generalizations cannot be made between airsheds regarding efficacy of NO_x or VOC control.
3E	Large amounts of biogenic (natural) VOCs in Canada mean reductions in anthropogenic (human-made) emissions are of questionable effectiveness.	Although total biogenic emissions are greater on a national or regional scale, local urban anthropogenic VOC emissions are far greater than biogenic emissions. Local anthropogenic VOC emissions show up as "hot-spots" that are up to 10 times higher than the regional biogenic levels and can contribute significantly to local urban ozone concentrations.
4	CONSULTATIONS	
4A	There was no advance opportunity to comment as in the PSL process. The surprise of this action is inconsistent with the ministers "partnership" approach and the concept of inclusiveness in the Framework for Science and Technology Advice.	The federal government is committed to meaningful involvement of stakeholders and has carefully considered comments received throughout the process. The ministers' conclusions are based on the SAD, which involved full consultations. The ministers published the Notice of Intent and this response to comments to initiate the consultation process and provide an additional opportunity for comment before following the formal consultation process under CEPA 1999. Additional opportunities for stakeholder involvement will be available when planning risk management options.
		It should also be noted that there have been opportunities for consultation for more than a decade on various scientific assessments and risk management efforts on ozone, all of which recognized or focused on the two primary precursors to ozone — NO_x and $VOCs$. Examples include the SAD for Ground-Level Ozone, the Canadian 1996 NO_x/VOC Science Assessment, international protocols under the United Nations Economic Commission for Europe (UN ECE) to reduce NO_x and $VOCs$, the Ozone Annex to the Canada-U.S. Air Quality Agreement, and the Ozone CWS.

for coordination with other governments and agencies." Advice and comments from the CEPA National Advisory Committee (NAC) were ignored. for coordination with other governments and agencies." Advisory Committee (NAC) were ignored. for coordination with other governments and agencies." Advisory Committee (NAC) were ignored. for coordination with other governments and agencies." for coordination with other governments on smog through efforts to implement the cWs for PM and ozone. While the foldered government may be best situated to act in some cases, many of the actions required are expected to be implemented by provinces and territorial government may be personally only only only only only only only o			
territorial governments on smog through efforts to implement the CWS for PM and ozone. While the federal government may be best situated to act in some cases, many of the actions required are expected to be implemented by provinces and territories. 5 COMMUNICATIONS There is a six gram around the "toxic" label as seen by the public. There is a slop central for public confusion with stratospheric ozone. 6 FECONOMICS 6 A Dabard toxic declaration puts an unfair burden on small sources (e.g., the use of VOCs has already been significantly decreased in the paths and coatings and chemical industries) and may affect the viability of some industries. It will be fulfilled the industries of the conduction of the conducted as required and the conducted as required when developing the coane of the conducted as required when developing the coane of the conducted as required when developing appropriate strategies and control instruments. If the federal government proposes regulations or other instruments for these substances; it will undertake an assessment when developing the coane of the conducted as required when developing appropriate strategies and control instruments. If the federal government proposes regulations or other instruments for these substances; and the conducted as required when developing appropriate strategies and control instruments. If the federal government proposes regulations or other instruments for these substances; and the conducted as required when developing required before standards are set and policy is made. 66 The Expert Panel noted that costs associated with the proposed instruments. Effect of any administration of toxicity on the proposed instruments. Effect of any administration of the proposed instruments of the substances in the Expert Panel report. In addition, the for impacts associated with the proposed instruments and the proposed instruments of the substances in the Expert Panel report. In addition, the for furnition of toxicity may cause potential trade impacts in the proposed	4B	Law Making commits to "full advantage of opportunities for coordination with other governments and agencies." Advice and comments from the CEPA National	ozone and its precursors to the List of Toxic Substances. Despite the concerns of several provinces, in view of the serious adverse effects that ozone at current levels is having on human health and the environment and the need to have the full range of "CEPA tools" available to take action where necessary to resolve the ozone problem, the ministers decided to proceed with the publication of
Figure 1s a stigma around the "toxic" label as seen by the public. There is a stigma around the "toxic" label as seen by the public control is also potential for public confusion with stratospheric ozone. 6 PCONMICS 6 A blanket toxic declaration puts an unfair burden on small sources (e.g., the use of VOCs has already been significantly decreased in the paints and coatings and ehemical industries) and may after the visibility of custom of vocations and elements industries to almost and elements of the public will continue to be a component in the path forward. 6 A blanket toxic declaration puts an unfair burden on small sources (e.g., the use of VOCs has already been significantly decreased in the paints and coatings and ehemical industries) and may after the visibility of custom of vocations and elements of the paints and coatings and ehemical industries and may after the visibility of custom of vocations of the paints and coatings and ehemical industries and may after the visibility of custom of vocations and elements of the paints and coatings and elements of the paints and coatings and elements of the paints and coatings and the majors which are to predict to the visibility of the province of the paints associated with a proposed instruments. For these substances, it will undertake an assessment of the impacts associated with the proposed instruments. CFLPA 1999 provides for an open and their coations are required before standards are set and policy is made. 6 C Detailed regional modelling is needed but is not available for most of Canadia. 6 Detailed regional modelling is needed but is not available for most of Canadia. 6 Detailed regional modelling is needed but is not available for most of Canadia. 6 Detailed regional modelling is needed but is not available for most of Canadia. 6 Detailed regional modelling is needed but is not available for most of Canadia. 6 Detailed regional modelling is needed but is not available for most of Canadia. 6 Detailed regional modelling is needed but is not avai			territorial governments on smog through efforts to implement the CWS for PM and ozone. While the federal government may be best situated to act in some cases, many of the actions required are
public. There is also potential for public confusion with stratospheric ozone. 6	5	COMMUNICATIONS	
A blanket toxic declaration puts an unfair burden on small sources (e.g., the use of VCVs has already been significantly decreased in the paints and costdings and some industries. It will be difficult for industry to focus on VCCs of most concern if all are deemed toxic. The control industries is well be difficult for industry to focus on VCCs of most concern if all are deemed toxic. The Expert Panel noted that costs associated with reducing emissions may be underestimated and human health benefits overestimated. The Panel also concluded that more and better cost-benefit analyses are required before standards are set and policy is made. The analysis clearly demonstrates benefits for Canadians. The numbers generated were based on the best information available at the time that the analyses were performed. Work is already underway to address issues mised in the Expert Panel report. In addition, both Government and inclustry are working to improve the methodologies and passes are required before standards are set and policy is made. The analysis clearly demonstrates benefits for Canadians. The numbers generated were based on the best information available at the time that the analyses were performed. Work is already underway to address issues mised in the Expert Panel report. In addition, both Government and industry are working to improve the methodologies and passes are required before standards are set and policy is made. The addition of occurrence and extension of the substances in any way to address issues mised in the Expert Panel report. In addition, both Government and industry are working to improve the methodologies and passes are required before standards are set and policy is made. The addition of occurrence are no costs of containation and misers are required to the time that the analyses are performed. Work is already to address issues mised in the Expert Panel report. In addition, both Government and the proposed instruments. CEPA 1999 provides for an open and transparent provides and underway	5A	public. There is also potential for public confusion with	quality. Although a certain amount of public confusion between tropospheric and stratospheric ozone has existed for more than a decade, careful communications with the public will continue to
small sources (e.g., the use of VOCs has already been significantly decreased in the paints and coatings and chemical industries) and may affect the viability of some industries. It will be difficult for industry to focus on VOCs of most concern if all are deemed toxic. Preliminary economic analyses to support risk management actions for reductions in precursor emissions were conducted jointly with the provinces and territories when developing appropriate commissions were conducted jointly with the provinces and territories when developing the ozone CWS. Additional economic analyses will be created an assessment of the insports associated with the proposed instruments. CFPA 1999 provides for an open and transparent process when developing regulations or instruments. CFPA 1999 provides for an open and transparent process when developing regulations or instruments. CFPA 1999 provides for an open and transparent process when developing regulations or instruments. CFPA 1999 provides for an open and transparent process when developing regulations or instruments. CFPA 1999 provides for an open and transparent process when developing regulations or instruments. For analysis clearly demonstrates benefits for Canadians. The numbers generated were based on the best information available at the time that the analyses were performed. Work is already including improved benefit and cost quantification. For available for most of Canada. Provides for most of Canada. Regional modelling is a relevant tool for assessing the human health and cost quantification. Regional modelling is a relevant tool for assessing the human health and cost quantification. Regional modelling is a relevant tool for assessing the human health and cost quantification of the CWS, local jurisdictions may have to consider implications to the competitiveness of Canadian industry could be popurated. Be a declaration of toxicity may cause potential trade impacts. The competitiveness of Canadian industry could be provided to the competitiveness of Can	6	ECONOMICS	
emissions were conducted jointly with provinces and territories when developing the ozone CWS. Additional economic analyses will be federal government proposes regulations or other instruments for these substances; it will undertake an assessment of the impacts associated with the proposed instruments. CEPA 1999 provides for an open and transparent process when developing regulations or instruments. The proposed instruments of the impact associated with the proposed instruments. CEPA 1999 provides for an open and transparent process when developing regulations or instruments are the proposed instruments. CEPA 1999 provides for an open and transparent process when developing regulations or instruments are the proposed instruments. CEPA 1999 provides for an open and transparent process when developing regulations or instruments are the proposed in the proposed instruments. CEPA 1999 provides for an open and transparent process when developing regulations or instruments in the proposed proposed instruments. CEPA 1999 provides for an open and transparent process when developing regulations or instruments in the proposed proposed proposed instruments. CEPA 1999 provides for an open and transparent process when developing regulations or instruments in the proposed pr	6A	small sources (e.g., the use of VOCs has already been significantly decreased in the paints and coatings and chemical industries) and may affect the viability of some industries. It will be difficult for industry to focus	any way. Therefore, there are no costs or benefits associated with adding ozone and its precursors
the best information available at the time that the analyses were performed. Work is already health benefits overestimated. The Panel also concluded that more and better cost-benefit analyses are required before standards are set and policy is made. 6C Detailed regional modelling is needed but is not available for most of Canada. Regional modelling is a relevant tool for assessing the human health and economic effects of any emission changes at the regional, national and international level. Also, in developing implementation plans for the achievement of the CWs, local jurisdictions may have to consider modelling. Depending on the subject at hand, modelling will be pursued as a collaborative effort between the federal, provincial and territorial governments. A number of modelling efforts have been conducted or are underway in such areas as the Lower Fraser Valley (British Columbia), Alberta and Ontario. 6E The declaration of toxicity may cause potential trade impacts. The competitiveness of Canadian industry could be jeopardized. 6E The declaration of toxicity could have implications on emissions trading for NO, (and potentially VOCs). 7A UNINTENDED CONSEQUENCES 7A Controlling NO, in VOC-limited areas may increase ozone formation downwind. 8A Controlling NO, in VOC-limited areas may increase or cone formation downwind. 8B RISK MANAGEMENT 8A A sense of source attribution is required to identify the proportional share of the cost burden for each sector. 8B At present, there is no one control technology that can		on VOCs of most concern if all are deemed toxic.	emissions were conducted jointly with the provinces and territories when developing the ozone CWS. Additional economic analyses will be conducted as required when developing appropriate strategies and control instruments. If the federal government proposes regulations or other instruments for these substances, it will undertake an assessment of the impacts associated with the proposed instruments. CEPA 1999 provides for an open and transparent process when developing
available for most of Canada. mission changes at the regional, national and international level. Also, in developing implementation plans for the achievement of the CWS, local jurisdictions may have to consider modelling. Depending on the subject at hand, modelling will be pursued as a collaborative effort between the federal, provincial and territorial governments. A number of modelling efforts have been conducted or are underway in such areas as the Lower Fraser Valley (British Columbia), Alberta and Ontario. The addition of precursors to ozone to Schedule 1 does not, in itself, control the substances in any way. Therefore, there are no trade impacts in adding the precursors to Schedule 1. Impacts of any control measure will be analyzed and considered during the risk management phase. The declaration of toxicity could have implications on emissions trading for NO _x (and potentially VOCs). Mading ozone and its precursors to Schedule 1 of CEPA 1999 does not preclude the use of emissions trading for NO _x (and potentially VOCs). The phenomenon of NO _x titration implies the potential for small or even moderate decreases in NO to be insufficient or result in temporary localized increases in ozone concentrations. In regions of very high local NO emissions (such as urban weekday NO emissions), NO scavenging (reaction 5) will dominate over ozone forming reactions (reactions (reactions 1 & 2). Many urban regions may exhibit an ozone "donut" effect, in which the highest NO emitting regions have lower ozone than the surrounding areas. Weekend NO emissions is nosme urban regions are lower, and the resulting increase in ground-level ozone concentrations has been observed. These counter-productive results only occur for low to moderate NO _x reductions, and it is recognized that even greater reductions in NO emissions will result in regional ozone decreases. *Refer to Table 2.1 and Figure 2.1 of "Precursor Contributions to Ambient Fine Particulate Matter in Canada" May 2001. **RISK MANAGEMENT** A passe of source a	6B	reducing emissions may be underestimated and human health benefits overestimated. The Panel also concluded that more and better cost-benefit analyses are required	the best information available at the time that the analyses were performed. Work is already underway to address issues raised in the Expert Panel report. In addition, both Government and industry are working to improve the methodologies and tools for future economic analyses,
impacts. The competitiveness of Canadian industry could be jeopardized. Way. Therefore, there are no trade impacts in adding the precursors to Schedule 1. Impacts of any control measure will be analyzed and considered during the risk management phase. Adding ozone and its precursors to Schedule 1 of CEPA 1999 does not preclude the use of emissions trading for NO _x (and potentially VOCs). WINITENDED CONSEQUENCES The phenomenon of NO _x titration implies the potential for small or even moderate decreases in NO to be insufficient or result in temporary localized increases in ozone concentrations. In regions of very high local NO emissions (such as urban weekday NO emissions), NO scavenging (reaction 5) will dominate over ozone forming reactions 1 & 2). Many urban regions may exhibit an ozone "donut" effect, in which the highest NO emitting regions have lower ozone than the surrouding areas. Weekend NO emissions in some urban regions are lower, and the resulting increase in ground-level ozone concentrations has been observed. These counter-productive results only occur for low to moderate NO _x reductions, and it is recognized that even greater reductions in NO emissions will result in regional ozone decreases. *Refer to Table 2.1 and Figure 2.1 of "Precursor Contributions to Ambient Fine Particulate Matter in Canada" May 2001. RISK MANAGEMENT Source attribution is required to identify the proportional share of the cost burden for each sector. Source attribution and cost impacts are relevant to the risk management stage. A number of provincial initiatives are already in place to determine the source attributions and cost impacts in some provinces. Federal program initiatives will mostly focus on providing these figures on a national scale.	6C	Detailed regional modelling is needed but is not available for most of Canada.	emission changes at the regional, national and international level. Also, in developing implementation plans for the achievement of the CWS, local jurisdictions may have to consider modelling. Depending on the subject at hand, modelling will be pursued as a collaborative effort between the federal, provincial and territorial governments. A number of modelling efforts have been conducted or are underway in such areas as the Lower Fraser Valley (British Columbia),
emissions trading for NO _x (and potentially VOCs). Proportional share of the cost burden for each sector. Emissions trading, if it is deemed an appropriate tool during the risk management phase. emissions trading, if it is deemed an appropriate tool during the risk management phase. Emissions trading, if it is deemed an appropriate tool during the risk management phase. The phenomenon of NO _x titration implies the potential for small or even moderate decreases in NO to be insufficient or result in temporary localized increases in ozone concentrations. In regions of very high local NO emissions (such as urban weekday NO emissions), NO scavenging (reaction 5) will dominate over ozone forming reactions (reactions 1 & 2)*. Many urban regions may exhibit an ozone "donut" effect, in which the highest NO emitting regions have lower ozone than the surrounding areas. Weekend NO emissions in some urban regions are lower, and the resulting increase in ground-level ozone concentrations has been observed. These counter-productive results only occur for low to moderate NO _x reductions, and it is recognized that even greater reductions in NO emissions will result in regional ozone decreases. *Refer to Table 2.1 and Figure 2.1 of "Precursor Contributions to Ambient Fine Particulate Matter in Canada" May 2001. **RISK MANAGEMENT** A sense of source attribution is required to identify the proportional share of the cost burden for each sector. Source attribution and cost impacts are relevant to the risk management stage. A number of provincial initiatives are already in place to determine the source attributions and cost impacts in some provinces. Federal program initiatives will mostly focus on providing these figures on a national scale. It is not expected that one control measure or technology will meet all aspects of managing ozone	6D	impacts. The competitiveness of Canadian industry could	way. Therefore, there are no trade impacts in adding the precursors to Schedule 1. Impacts of any
The phenomenon of NO _x titration implies the potential for small or even moderate decreases in NO to be insufficient or result in temporary localized increases in ozone concentrations. In regions of very high local NO emissions (such as urban weekday NO emissions), NO scavenging (reaction 5) will dominate over ozone forming reactions (reactions 1 & 2)*. Many urban regions may exhibit an ozone "donut" effect, in which the highest NO emitting regions have lower ozone than the surrounding areas. Weekend NO emissions in some urban regions are lower, and the resulting increase in ground-level ozone concentrations has been observed. These counter-productive results only occur for low to moderate NO _x reductions, and it is recognized that even greater reductions in NO emissions will result in regional ozone decreases. *Refer to Table 2.1 and Figure 2.1 of "Precursor Contributions to Ambient Fine Particulate Matter in Canada" May 2001. 8 RISK MANAGEMENT 8A A sense of source attribution is required to identify the proportional share of the cost burden for each sector. Source attribution and cost impacts are relevant to the risk management stage. A number of provincial initiatives are already in place to determine the source attributions and cost impacts in some provinces. Federal program initiatives will mostly focus on providing these figures on a national scale. It is not expected that one control measure or technology will meet all aspects of managing ozone	6E		
ozone formation downwind. to be insufficient or result in temporary localized increases in ozone concentrations. In regions of very high local NO emissions (such as urban weekday NO emissions), NO scavenging (reaction 5) will dominate over ozone forming reactions (reactions 1 & 2)*. Many urban regions may exhibit an ozone "donut" effect, in which the highest NO emitting regions have lower ozone than the surrounding areas. Weekend NO emissions in some urban regions are lower, and the resulting increase in ground-level ozone concentrations has been observed. These counter-productive results only occur for low to moderate NO _x reductions, and it is recognized that even greater reductions in NO emissions will result in regional ozone decreases. *Refer to Table 2.1 and Figure 2.1 of "Precursor Contributions to Ambient Fine Particulate Matter in Canada" May 2001. **RISK MANAGEMENT** A sense of source attribution is required to identify the proportional share of the cost burden for each sector. Source attribution and cost impacts are relevant to the risk management stage. A number of provincial initiatives are already in place to determine the source attributions and cost impacts in some provinces. Federal program initiatives will mostly focus on providing these figures on a national scale. It is not expected that one control measure or technology will meet all aspects of managing ozone	7	UNINTENDED CONSEQUENCES	
8A A sense of source attribution is required to identify the proportional share of the cost burden for each sector. 8B At present, there is no one control technology that can Source attribution and cost impacts are relevant to the risk management stage. A number of provincial initiatives are already in place to determine the source attributions and cost impacts in some provinces. Federal program initiatives will mostly focus on providing these figures on a national scale. It is not expected that one control measure or technology will meet all aspects of managing ozone	7A		very high local NO emissions (such as urban weekday NO emissions), NO scavenging (reaction 5) will dominate over ozone forming reactions (reactions 1 & 2)*. Many urban regions may exhibit an ozone "donut" effect, in which the highest NO emitting regions have lower ozone than the surrounding areas. Weekend NO emissions in some urban regions are lower, and the resulting increase in ground-level ozone concentrations has been observed. These counter-productive results only occur for low to moderate NO_x reductions, and it is recognized that even greater reductions in NO emissions will result in regional ozone decreases. *Refer to Table 2.1 and Figure 2.1 of
proportional share of the cost burden for each sector. provincial initiatives are already in place to determine the source attributions and cost impacts in some provinces. Federal program initiatives will mostly focus on providing these figures on a national scale. 8B At present, there is no one control technology that can It is not expected that one control measure or technology will meet all aspects of managing ozone	8		
	8A		provincial initiatives are already in place to determine the source attributions and cost impacts in some provinces. Federal program initiatives will mostly focus on providing these figures on a
	8B		

9.0	Will the model of month oil and the last	Analysis of assignal associated by a second
8C	Will the needed atmospheric science be prepared and where in the process will this be done?	Analysis of regional ozone problems is currently underway with key jurisdictions. It is anticipated that this work will continue throughout the implementation of the CWS for PM and Ozone. Current regional analysis will assist in the design of jurisdictional implementation plans, including emission reduction measures for key industrial sectors. As part of the Review of the CWSs for PM and Ozone by end of year 2005, a Report to ministers will be prepared in 2003 on the findings of PM and Ozone environmental, atmospheric and health science, including a recommendation on a PM 10-2.5 CWS.
8D	Transboundary pollution needs to be addressed.	The federal government is committed to addressing transboundary pollution through the CWSs and the Ozone Annex to the Canada-U.S. Air Quality Agreement.
9	SCIENTIFIC FOUNDATION	
9A	The toxicity of ozone is not clearly demonstrated in the SAD. Causality has not been established.	The toxicity of ozone and causality are clearly established in the SAD. The population-based epidemiological studies provide consistent and coherent evidence of a population-level exposure-response relationship. Non-accidental mortality, hospital admissions, emergency department visits and other adverse effects increase monotonically as ozone concentration increases. These epidemiological relationships are given significant support from work with human volunteers and animals. Controlled human exposure studies have identified a dose-response relationship for lung function changes, symptoms and airway inflammation under a variety of conditions. Field (camp and panel) studies with children and controlled human exposure studies have identified several sensitive sub-groups, such as asthmatics. Animal studies provide evidence of mechanisms for acute and chronic effects of ozone, including mortality. While it is possible to establish causality with epidemiological evidence alone, it is quite clear that the causality of ozone-induced health effects is not based solely or even primarily on epidemiological relationships.
9B	The SAD did not conclude that ozone and the listed precursors are toxic.	The SAD did draw this conclusion for ozone. In its conclusions the SAD states that "Combining the information, there is convincing evidence of a significant association between ambient ozone and adverse health effects." Based on the evidence presented in the SAD, which is supported by the previous NO _x /VOC Health Objective Working Group report, it is quite clear that ozone is toxic. The SAD further specifies that ground-level ozone is formed in the atmosphere through chemical reactions involving precursors, namely nitrogen oxides and volatile organic compounds. Refer to comment #1A regarding the process to add the precursors to Schedule 1.
9C	The declaration of toxicity should not be based on the SAD as it was not a consensus document.	The SAD is accepted as a credible review of scientific information available at that time and was agreed to by all provinces and territories except Alberta. Alberta's position has been identified in the SAD.
9D	The degree to which ozone is responsible for effects caused by exposure to mixtures of compounds is not clear.	The science provides clear evidence of ozone-induced injury to human health. Based on the camp, panel, clinical and animal toxicological evidence, there is more than sufficient evidence to conclude that ozone, at current levels of exposure, causes adverse health effects in humans. While the epidemiological studies are carried out in an environment of multiple pollutants, the models used in these studies are designed to provide some indication of the independence of effects of the various pollutants. Combined, the scientific evidence provides clear evidence of ozone-induced injury to human health.
9E	Recent publications indicate ambiguous findings on the association between ozone and daily mortality.	It is unnecessary to prove mortality when drawing conclusions on the toxicity of a substance. Under section 64, a substance is toxic if it constitutes or may constitute "a danger in Canada to human life or health". The SAD provides a coherent picture of a variety of adverse health impacts attributable to ozone based on epidemiological, clinical, panel and toxicological studies. Additionally, Health Canada has continued to monitor and analyze the literature on ozone and other air pollutants since the time of the publication of the SAD. New work has demonstrated strong associations with specific disease states and recent work on mechanistic issues is of significance in findings on lung damage, blood clotting factors, and inflammatory mechanisms.
9F	Non-linear chemistry needs to be explicitly considered—reduction of NO_x does not guarantee reduction of ozone.	The robust scientific analyses of many jurisdictions all indicate that the listed precursors have the potential to contribute to ozone formation, that the formation process is non-linear, and that broad categories of NO_x and VOC limited areas exist. This non-linear chemistry is considered in evaluation tools such as 3D regional air quality models and reactivity scales, which are being used in the development of risk management actions. NO_x is the primary cause of elevated ambient ozone levels not just in urban areas but on large regional scales. Acceptance of this conclusion by many jurisdictions in the world has resulted in the establishment of aggressive NO_x reduction programs to address ozone.
9G	The extent of ozone formation is complex and varies under different conditions and in different parts of the country. The Government should evaluate and prioritize the degree to which different VOCs and NO_x contribute to the formation of smog and PM under differing conditions before adding them to Schedule 1. The proposal should identify relative contributions of mobile and large industrial point sources, whether anthropogenic or biogenic.	The federal government recognizes that ozone formation is complex and varies under different conditions and in different parts of the country; however, this does not refute the conclusion that the precursors participate in chemical reactions that result in the formation of ozone, which is toxic. All VOCs have the potential to contribute to ozone formation as defined in the Notice of Intent. Risk assessments are not intended to identify options for control or priorities. Rather, such issues are relevant to the risk management stage and will be considered when identifying priorities for action and developing specific control instruments to reduce emissions of ozone and its precursors. In identifying priorities and control strategies, methodologies are already available (e.g., reactivity scales, 3D air quality models, and other established methodologies) that can be used to determine relative NO _x and VOC contributions. Available modeling tools have been shown to characterize ozone formation sufficiently well, based on studies in all Canadian problem areas. One of these tools — Environment Canada's 3D model (CHRONOS) — is being used in air quality forecasting across Canada.

9Н	Carbon monoxide (CO) is not listed but is a significant contributor to ozone.	In urban regions, CO is not a significant contributing factor to ozone formation, therefore it is not included in the list of precursors recommended. CO may be a significant influence on ozone concentrations in remote areas, but its reactivity and concentrations are too low to be a significant contributor on the urban to rural scale.
91	Methane is exempted but it is a significant contributor due to abundance.	Although methane, and also ethane, are abundant on a national scale, the relative contribution of methane and ethane to ozone formation is minor on a local scale (particularly in the urban regions that are VOC limited); therefore, in the proposed listing on Schedule 1 of "VOCs that participate in atmospheric photochemical reactions", these substances are among those specifically excluded by definition.
9Ј	Water vapor, oxygen (O_2) , carbon dioxide (CO_2) , sulfur oxides (SO_x) , nitrogen (N_2) , and various free radical intermediates also lead to ozone formation.	Though participants in ozone formation, water vapor, O_2 and N_2 cannot be regulated as there are no significant anthropogenic sources of these natural components of the atmosphere. Control of NO_x and VOCs influences the free radicals which are key to ground-level ozone formation.
9K	There is no incentive to switch to alternative VOCs with lower toxicity since all VOCs appear equally toxic.	The appropriate control instruments and alternatives, if needed, will be identified during the risk management phase, whereby the proper incentives will be created to control the various toxics accordingly.
9L	The Government should assess processes, rate, sequence and synergistic effects of atmospheric chemical reactions prior to declaring ozone and its precursors toxic.	These issues have already been appropriately addressed in scientific assessments and reviews (NO_x/VOC Science Assessment 1996, NARSTO Ozone Assessment, 2000, and Precursor Contributions to Ambient Fine Particulate Matter in Canada, 2001), which illustrate that both observations and atmospheric processes, as defined in air quality models, confirm the relationship between the precursors (NO_x and $VOCs$) and ozone formation.
10	PRECURSOR DEFINITIONS	
10A	The proposed definitions for precursors of PM_{10} and precursors of ozone are confusing and duplicative. The current definitions do not identify which precursors need to be dealt with for which problem (e.g., PM , ozone or both).	There is significant commonality in the atmospheric processes responsible for ground-level ozone formation and secondary organic aerosol formation. NO _x plays a major role in both as do VOCs. The VOCs of most interest to secondary PM formation are those with 7 or greater carbon atoms, while those that affect ground-level ozone formation also include the lower molecular weight VOCs. It is not currently possible to identify separate classes of VOCs in the context of ozone or secondary PM formation.
		By dealing with the precursors to PM_{10} and the precursors to ozone together, risk management actions will address those precursors which the science shows will result in effective reduction of ozone and/or $PM_{2.5}$. However, it is important to note that the List of Toxic Substances is just a list; it is the Regulatory Impact Analysis Statement (RIAS) that accompanies the proposed Order that will set out the reasons for each new addition to the List.
11	NO _x DEFINITION	
11A	For nitrogen oxides, are only NO and NO ₂ addressed by the notice?	The Notice of Intent identifies nitrogen oxides as NO and NO_2 . Other oxides of nitrogen have small concentrations in the lower troposphere and are not significant reservoirs or are only temporary reservoirs of NO_{x_1} lost through deposition, or conversion to particulate matter. Organic nitrates are expected to deposit or enter particulate matter and are not precursors of ozone. Control of NO and NO_2 , results in the control of all other nitrogen containing compounds relevant to atmospheric chemistry and ozone formation.
11B	Why is NO categorized as an ozone precursor — because it is a precursor of a precursor?	Both NO and NO ₂ contribute to ozone formation either directly or indirectly. The well understood chemistry of NO _x shows that NO and NO ₂ are in a very fast (time scales of minutes or less) reactive mass exchange from the moment of emission. At night, the absence of photolysis of NO ₂ allows oxidation of NO by ozone: new NO emissions are transformed into NO ₂ ; NO ₂ then contributes to secondary PM formation via nitric acid (HNO ₃) or is photolyzed the next morning.
12	VOC DEFINITION	
12A	Declaring VOCs toxic, as a class of substances, is not appropriate. Regulatory Policy calls for clear definition of the problem but the definitions of the precursors are too ambiguous.	The addition of a broad class of chemicals to Schedule 1 of CEPA 1999 is appropriate and not unprecedented. For example, polychlorinated dibenzodioxins, polychlorinated dibenzofurans and polychlorinated biphenyls were all added to Schedule 1.
		Furthermore, Canada and other countries around the world have considered VOCs as a class in managing ozone for many years. VOCs are included as a class in national emission inventories and forecasts, in domestic ozone management plans (e.g. 1990 NO_x/VOC Management Plan, Ontario Anti-Smog Plan), in the Ozone CWS, in various individual control measures (e.g. vehicle emission standards, solvent content limits for products) and in international agreements (e.g. UN ECE VOC Protocol, Ozone Annex to the Canada-U.S. Air Quality Agreement). It is impractical to attempt to manage ozone by dealing individually with each of the contributing VOCs.
12B	The SAD section 2.3.2 provides a clearer definition of VOCs than the Notice of Intent.	The definitions presented in the SAD and the Notice of Intent are consistent, and the latter meets the legal requirements for listing on Schedule 1.
12C	An exclusion list in the definition is not appropriate or legal. The definition of toxic in CEPA compels a listing based on VOCs that enter the environment, not by exclusion. Some VOCs are already listed on Schedule 1.	The proposed wording for the definition of VOCs describes a class of substances, of which a certain number are excluded as they are believed to be a less significant contribution to ozone formation. This in no way modifies other items on the List of Toxic Substances.
12D	VOCs from biogenic sources would be captured under the proposed definition.	The CEPA definition of toxic does not intend to distinguish between biogenic and anthropogenic sources. There are already numerous substances on Schedule 1 that have both natural and anthropogenic sources (e.g., mercury, lead).

12E	The resulting inclusion of unknown numbers and species of VOCs is scientifically inappropriate. The proposed definition includes VOCs that make no significant contribution to ozone while excluding others that do. The proposal to list all VOCs should be reconsidered in light of substantial scientific evidence that shows that ozone creating potential of individual VOCs is highly variable, not all VOCs are contributors, and some VOCs are ozone scavengers.	All VOCs have the potential to contribute to ozone formation. The proposed definition excludes species that are known to have relatively low potential to contribute to ozone formation. It should also be noted that some VOCs with low OH reactivity with respect to ozone may undergo photolysis, producing a more reactive intermediate. The relative contributions of individual VOCs or VOC classes can only be determined using reactivity scales or air quality modelling specific to the airshed of interest.
12F	Several paraffins whose maximum incremental reactivity (MIR) are less than acetone (excluded from the definition) are not excluded.	The MIRs cited are location and time specific and based on California data; therefore, they are not appropriate to the Canadian situation. These reactivity scales must be applied in the context of the airshed of interest, and the intent with this listing is to provide all regions of Canada with the potential to manage the relevant VOCs.
12G	The Government should adopt the California approach, which prioritized VOCs using MIR and maximum ozone reactivity (MOR).	Prioritization of VOC management is part of the risk management phase. Prioritization based upon reactivity scales can be a valid tool; however, it should be noted that MIR or MOR scales are location and time specific. The applicability of California results for the Canadian environment is by no means guaranteed.
12H	The definition incorrectly includes some VOCs that do not have a significant role because they are not abundant or their reactivity is low.	Low abundance or low reactivity do not, in isolation of each other, determine a VOC's contribution to ozone formation in Canada. For example, a low reactivity compound that is emitted in large quantities may have more of an impact than a high reactivity compound that is emitted in small quantities. Similarly, a single source that has a low abundance on a national scale may have a significant local or regional impact.
12I	VOC exclusions can inadvertently encourage their use and some have high global warming potential.	Excluding certain VOCs from this listing does not preclude their management for other reasons, such as climate change or their own inherent toxicity to human health or the environment.
12J	The SAD states that a ranking scale is a better approach than treating all VOCs equal.	Priorities for action will be established during the risk management phase.

Referenced Documents

Clean Air Agenda (http://www.ec.gc.ca/air/pdfs/Cleanair_e.pdf)

Interim Plan 2001 on Particulate Matter and Ozone (www.ec.gc.ca/air/pdfs/200104 e.pdf)

NARSTO Ozone Assessment, 2000 (www.cgenv.com/Narsto/)

NOx/VOC Science Assessment, 1996 (www.msc-smc.ec.gc.ca/saib/noxvoc/Summaryeng.pdf)

National Ambient Air Quality Objectives for Ground-Level Ozone Science Assessment Document, 1999 (www.hc-sc.gc.ca/ehp/ehd/catalogue/bch_pubs/ozone.htm)

Priority Substances List Assessment Report for Respirable Particulate Matter Less than or Equal to 10 Microns (www.ec. gc.ca/substances/ese/eng/psap/final/reports/PM-10_fin_e.pdf)

[30-1-0]